

Qui est Charlie ?

Éditions du Seuil, mai 2015.

RÉSUMÉ

Qui est Charlie ? est un livre écrit à chaud suite aux grandes manifestations du 11 janvier 2015 organisées après les tueries de Charlie Hebdo et de l'hypercashier.

Pour Emmanuel Todd, une mobilisation d'une telle ampleur le 11 janvier montre qu'une masse de Français·es ont considéré qu'à travers ces tueries, surtout celle de Charlie Hebdo, les fondements de la République française étaient attaqués. Au delà des discours qui ont cherché à expliquer le moteur de la manifestation, E. Todd entreprend de sonder l'inconscient collectif qui a manifesté le 11 janvier.

Qui sont ces Français·es qui ont manifesté ? La statistique peut nous aider à répondre. Les cartes d'E. Todd peuvent nous aider à nous les représenter. Leurs caractéristiques principales :

- des classes moyennes éduquées
- des personnes âgées
- surtout dans les régions le plus longtemps catholiques pratiquantes

C'est-à-dire la France qui domine politiquement, économiquement et culturellement aujourd'hui.

Quelle conception ces personnes se font-elles de la République ? Celle qu'ils et elles ont défendue ? La liberté et l'égalité ? Le refus du racisme et de la xénophobie ? Il s'agissait bien du discours proclamé en toute sincérité. Pourtant...

Pourtant, ces Français·es n'ont pas montré dans un passé récent une grande préoccupation pour l'égalité. En effet, ces catégories continuent de défendre les traités européens, la monnaie unique, la mondialisation, le libre-échange, qui apparaissent de plus en plus clairement comme synonymes de chômage de masse et de de soumission à l'oligarchie financière. Elles tolèrent une France où les classes populaires souffrent de plus en plus et défilent derrière les représentants de l'oligarchie : Hollande, Merkel, Cameron...

Ces catégories n'ont pas non plus réagi aussi fortement après les assassinats antisémites d'enfants par Mohamed Merah. Ce n'est donc pas la montée de l'antisémitisme qui fait se mobiliser ces catégories aujourd'hui.

Alors Qui est Charlie ? Pourquoi Charlie a-t-il défilé ?

Pour défendre le droit et le devoir de blasphémer sur la religion musulmane. Défendre ce principe semble être devenu la condition pour être reconnu comme vrai·e Français·e aujourd'hui. Comme si la République

française, ce n'était plus que ça. E. Todd introduit ici le concept de « néo- républicanisme », cette nouvelle vision de la République où la liberté de caricaturer la religion d'un groupe de Français·es faibles et discriminé·es apparaît comme fondamentale. Quelles sont les valeurs cardinales de cette « Nouvelle République » ? L'inégalité et l'autorité. Valeurs que l'on retrouve dans le fonds anthropologique des régions françaises le plus longtemps catholiques pratiquantes. Si ces régions, incroyantes aujourd'hui, continuent de porter des valeurs qui auraient dû disparaître avec la fin de la pratique religieuse catholique, on peut parler de catholicisme zombie (la foi est morte, mais ses valeurs restent vivantes).

La valeur d'inégalité monte dans la société française, tournant le dos à l'histoire de France. E. Todd l'explique par la progression de l'éducation qui a mis fin à l'homogénéité éducative de la France. Quand les Français·es avaient tous et toutes (excepté une infime minorité) un niveau de fin d'enseignement primaire, ils et elles se sentaient un destin commun. Aujourd'hui, les progrès éducatifs ne concernent pas toute la population. Quand des Français·es font des études supérieures pendant que d'autres en sont resté·es au stade de l'enseignement primaire, apparaît un décrochage en deux groupes de Français·es qui n'ont plus l'impression de vivre la même histoire.

E. Todd, en vrai géographe, propose une analyse spatiale de la société française. Une société coupée en deux :

- une France centrale : bassin parisien large et façade méditerranéenne, dont les caractéristiques sont une déchristianisation précoce, un attachement profond à la liberté et à l'égalité qui a produit la révolution française, la république, la CGT et le communisme français. Mais c'est elle qui connaît aujourd'hui un chômage important et des difficultés scolaires. Cette France est anxieuse face à une mondialisation dont ses valeurs historiques de liberté et d'égalité constituent le contre-pied, mais aussi parce qu'elle a perdu un ennemi qui lui permettait de mieux se définir : la France catholique.
- cette France anciennement catholique, c'est la France périphérique (au sens géographique et non au sens de C. Guilly) : l'ouest et le centre des Pyrénées atlantiques à la Savoie. C'est cette France qui a vu chuter entre 1960 et 1990 sa pratique religieuse, une France qui a résisté à la Révolution, à la République, qui a donné à la France la droite traditionnelle, la CFTC puis la CFDT. Cette France qui, dans son fonds anthropologique, a toujours été hostile à l'égalité et porte plutôt les valeurs de hiérarchie.

E. Todd en conclut que ces deux France subissent une angoisse métaphysique : l'une n'a plus d'ennemi et l'autre n'a plus de croyance. Une cible tout désignée leur permet de retrouver un ennemi et donc un sens : l'islam. On retrouve finalement une grande cohérence dans la manifestation du 11 janvier.

Cependant, la montée de l'islamophobie dans la société française ne peut avoir pour conséquence qu'une montée de l'antisémitisme dans les banlieues où l'on déplore ce deux poids deux mesures entre minorités.

COMPTE-RENDU DÉTAILLÉ

Introduction

En janvier 2015, après les attentats, la France a connu un moment d'hystérie collective, un flash totalitaire. « Être français·e » était devenu « avoir le devoir de blasphémer » et toute critique devenait impossible. L'auteur rappelle que pourtant, stigmatiser la religion musulmane, c'est s'en prendre à un groupe faible et discriminé au sein de la population française. Cette focalisation sur l'islam qui s'est exprimée lors de la manifestation du 11 janvier, révèle le besoin pathologique des classes moyennes et supérieures, égoïstes et en perte de repères, de détester quelque chose ou quelqu'un. E. Todd souhaite donc s'interroger sur les déterminants sociologiques de cette foule, notamment à travers leurs fondements religieux et leurs aspects économiques.

Chapitre I – Une crise religieuse

L'influence de la religion sur une société n'est jamais aussi forte que quand sa pratique disparaît.

Il existe deux France dans leur rapport à la pratique religieuse catholique :

- une « France centrale » (bassin parisien, littoral méditerranéen), déchristianisée dès le XVIII^e siècle et qui a donné la révolution française, la république, le communisme ou la CGT ;
- une « France périphérique » (ouest, bande Pyrénées atlantiques jusque Savoie, Alsace), déchristianisée à partir des années 1960, bastion de la droite, de la CFTC puis CFTD.

Ces deux France n'ont pas le même rapport à l'égalité. La France périphérique se caractérise dans son fond anthropologique, analysable à travers ses structures familiales traditionnelles, par un tempérament inégalitaire et autoritaire qui se libère totalement une fois le catholicisme disparu.

Cette dualité se retrouve en partie sur la question du rapport à la construction européenne où, là aussi, deux France s'affrontent à partir de 1992 et du Traité de Maastricht. La construction européenne est pour l'auteur un processus politique qui cristallise les valeurs autoritaires et inégalitaires présentes dans une bonne partie de l'Europe. On comprend donc que cette périphérie ait massivement voté OUI à Maastricht, d'autant qu'elle avait besoin d'une idéologie de remplacement à la croyance religieuse en cours de disparition, ce qu'offre « l'européisme ». Elle a été rejointe par les CSP+ dans le vote OUI tandis que les classes populaires votaient NON.

L'auteur parle alors de catholicisme mort-vivant dit « zombie » : le catholicisme n'existe plus, mais ses valeurs d'autorité et d'inégalité (soumission à une hiérarchie de clercs, distinction clergé/fidèles) demeurent dans les régions récemment déchristianisées. Il faut alors comprendre que la forte progression du Parti socialiste dans ces mêmes régions depuis les années 1960 implique que le PS est en réalité l'incarnation des valeurs d'autorité et d'inégalité, ce qui explique son goût pour l'austérité économique et pour la décentralisation qui brise l'égalité républicaine...

La coupure entre ces deux France s'est manifestée de nouveau au moment du référendum de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen, mais cette fois les classes intermédiaires malmenées par la mondialisation ont basculé du côté des classes populaires dans le NON.

Finalement la baisse de la pratique religieuse généralisée a provoqué une angoisse généralisée :

- dans les régions anciennement déchristianisées, le militantisme laïc ou athée s'est retrouvé sans ennemi et n'a donc plus lieu d'être ;
- dans les régions récemment déchristianisées, l'angoisse monte dans un contexte de vide métaphysique.

Ces deux angoisses ont pu se cristalliser sur un nouvel ennemi, une nouvelle cible faisant office de bouc-émissaire : l'islam.

Chapitre II – Charlie

Si on étudie les chiffres du nombre de personnes dans les défilés du 11 janvier 2015, on constate que les manifestations ont été massives dans les villes concentrant les catégories socio- professionnelles supérieures (CSP+) et dans les villes des régions de déchristianisation récente.

On retrouve ici l'alliance du OUI à Maastricht : classes moyennes et supérieures + régions de catholicisme zombie, c'est-à-dire les classes et régions qui en vertu de leur fond anthropologique adhèrent le moins au principe d'égalité (principe de la devise républicaine peu invoqué dans les manifestations). Cela est cohérent. Alors que la construction européenne promettait liberté, égalité et prospérité pour tous, la réalité a été soumission à l'autorité de la monnaie unique et mise en place d'une hiérarchie de nations inégales. Ce constat, loin de trahir la volonté de cet ensemble socio-

géographique, le satisfait en réalité car les valeurs dominantes de la construction européenne sont conformes à ses propres valeurs inconscientes.

C'est ce bloc qui a aujourd'hui l'hégémonie en France. En ajoutant une composante d'âge, l'auteur définit ce bloc hégémonique comme MAZ (classes moyennes et/ou âgées et/ou influencées par un catholicisme zombie).

Ce bloc impose sa conception de la république, distincte du républicanisme traditionnel attaché à l'égalité, que l'auteur appelle le « néo-républicanisme ». Ses composantes : la liberté de caricaturer la religion minoritaire d'un groupe défavorisé, l'acceptation d'un chômage de masse qui écrase les ouvrier-es et les banlieues et le maintien d'un État social qui lui profite surtout : l'école gratuite jusqu'aux études supérieures organise un spectaculaire transfert des ressources des classes populaires vers les classes moyennes et supérieures. Les premières financent par le principal impôt (la TVA) le budget de l'État et donc l'École alors que ses enfants sont peu nombreux à accéder à des études longues réservées aux enfants des secondes.

Si l'égalité avait été un moteur important des manifestant-es, ils et elles auraient alors dû se lever dès les meurtres perpétrés par Mohamed Merah ou mettre davantage en avant les victimes de l'hypercashier, assassinées parce que juives. Le refus de l'antisémitisme aurait dû être le moteur d'authentiques républicain-es. Au lieu de ça, la focalisation sur l'islam risque au contraire d'accentuer l'antisémitisme des banlieues.

Chapitre III – L'égalité malheureuse

Les pays développés, et donc la France, connaissent depuis plusieurs décennies une crise de l'attachement à l'égalité qui s'affirme dans le déploiement du néolibéralisme. Cette montée de l'acceptation de l'inégalité est corrélée selon l'auteur à la mise en place d'une stratification éducative découlant de la massification scolaire : 45 % d'éduqué·es du supérieur, 45 % d'éduqué·s du secondaire, 10 % resté·es au niveau primaire.

En France, les difficultés scolaires et plus largement sociales peuvent être géographiquement situées : plutôt dans la France centrale (bassin parisien et littoral méditerranéen), régions aux valeurs anthropologiques individualistes impliquant peu d'encadrement des individus, facteur défavorable à l'éducation.

Par opposition, les régions catholiques zombies ont le vent en poupe car dépositaires de valeurs favorables en contexte de compétition économique débridée : encadrement familial des individus formant protection dans la jungle capitaliste, docilité reconnue attirant les entreprises et finalement acceptation des inégalités typiques de la mondialisation. Cette acceptation s'est affirmée le 11 janvier quand des millions de personnes ont défilé derrière les représentant·es politiques de l'oligarchie mondiale.

Cette distinction se retrouve à l'échelle de l'Europe avec une partie nord protestante, de tradition inégalitaire, qui domine une périphérie égalitariste. Les mêmes phénomènes d'islamophobie et d'antisémitisme sont perceptibles dans toute l'Europe.

Ce constat permet à l'auteur de rappeler que les tréfonds anthropologiques de chaque territoire agissent encore, formant une « mémoire des lieux » entretenue par l'action de valeurs faibles qui exercent de petites pressions pour modeler les générations, y compris les nouveaux et nouvelles arrivant·es.

Reste à mieux analyser la situation de l'agglomération parisienne qui vient questionner le modèle. Celle-ci est située au cœur d'un territoire de tradition libérale égalitaire mais imprégnée aujourd'hui

de valeurs autoritaires et inégalitaires : hyper stratification éducative avec classes supérieures surreprésentées, hyper individualisme...

Chapitre IV – Les Français d'extrême-droite

Apparent paradoxe : l'extrême-droite (différentialiste, autoritaire, attachée à la hiérarchie) progresse en territoire égalitaire. L'auteur y voit un phénomène de perversion de l'universalisme égalitaire : la confrontation à la différence entraîne une crispation.

L'auteur expose alors l'existence de deux xénophobies :

- la xénophobie universaliste : celle qui caractérise les classes populaires égalitaristes qui trouvent insupportable l'affichage de différences au quotidien : elle provoque le racisme anti-arabe. Elle dope le Front national confronté à un dilemme : il progresse en zone anthropologique égalitaire universaliste alors qu'il porte normalement un discours ethnicisant qui va à rebours de cet égalitarisme universaliste ;
- la xénophobie différentialiste : celle qui caractérise les élites multiculturalistes qui prônent le droit à la différence, droit qui ne fait que légitimer les différences et donc les inégalités. L'auteur place le Parti socialiste comme représentant de cette tendance.

Chapitre V – Les Français musulmans

Cette catégorie se caractérise par une hétérogénéité socio-professionnelle et éducative, mais par une homogénéité de son taux de chômage.

Une des caractéristiques communes est la désintégration rapide de la culture d'origine chez les immigré·es et leurs descendant·es du fait de la faible autorité paternelle. Cela entraîne une désorientation psychologique (expliquant notamment une importante délinquance et parfois la recherche de sens à travers un allant religieux).

Les difficultés économiques de la France ont freiné l'assimilation des immigré·es, mesurable au nombre de mariages mixtes. Elles ont, de plus, écrasé les jeunes descendants d'immigrés maghrébins. Ceux-ci, non protégés des difficultés économiques par un capital social et économique acquis par leurs parents, immigré·es les plus récent·es et donc mécaniquement les moins doté·es de toutes les communautés immigrées présentes, peuvent voir le départ (et parfois le djihad) comme le seul exutoire.

De manière moins radicale, la pratique religieuse musulmane donne peut-être un sens et contribue à l'équilibre psychologique des individus confrontés à la désintégration familiale et culturelle. Ceci est difficilement acceptable pour une majorité de Français·es héritier·es du combat contre le catholicisme, rétrograde en matière de progrès éducatif. D'où l'émergence d'un laïcisme radical qui constitue une menace pour la liberté de croyance.

Finalement, il est probable que le poids de l'islam soit en réalité en train de décliner dans la vie des individus de tradition arabe tout en maintenant tout de même ses valeurs (l'émergence d'un islam zombie). La première est l'égalité, valeur cardinale de la famille arabe, mais une égalité de tous les hommes contre les femmes.

Cet égalitarisme musulman fonctionne finalement comme l'égalitarisme populaire décrit précédemment et subit une perversion stimulant l'antisémitisme des banlieues. Le communautarisme juif nécessaire à sa protection est vu en banlieue comme une affirmation de différence contraire à l'universalisme typique du monde musulman, d'où un rejet par une minorité en voie d'assimilation de cette autre minorité qui préserve sa différence.

Conclusion – Quel est le choix qui s'offre à la France ?

Futur 1 : la confrontation avec un islam auquel des Français·es assimilé·es sont et resteront attaché·es ne pourra qu'aliéner une partie de nos compatriotes. Elle renforcera la pratique de cette religion honnie qui incarnera donc l'idéal d'évasion tandis que la France sombrera dans une spirale raciste qui s'en prendra à toutes et tous au final.

Futur 2 : l'accommodement avec l'islam, c'est-à-dire le retour à la République. Accepter l'islam comme composante de la nation et lui accorder ce qui a été accordé à l'Église catholique en laissant la dynamique assimilationniste œuvrer patiemment.